

« LIBERTÉ ET PROSPECTIVE » Le Think Tank

"Il n'est point de bonheur sans liberté, ni de liberté sans courage." Périclès

Conférence du 19 février 2019

Décider de son avenir de citoyen européen

Ursula SERAFIN, directrice de la Maison de l'Europe de Paris

Alain LAMASSOURE, député européen, ancien ministre

Claude WARNET, Contrôleur général économique et financier honoraire

Modérateur **José GIANNESINI**, Vice-Président Think Tank

Intervention de Madame **Ursula SERAFIN** : La directrice de la Maison de l'Europe de Paris, association créée en 1956 ; sis au 29 avenue de Villiers, près du parc Monceau dans le 17ème, présente sa mission européenne. Cet établissement est ouvert à toutes et à tous, de tous âges, de toutes nationalités, incluant dans sa perspective les étrangers non communautaires. Travaillant pour une citoyenneté européenne active et inclusive, la Maison de l'Europe explore plus particulièrement la dimension culturelle du projet européen, la représentation des frontières, les enjeux démocratiques et participatifs, éducatifs, économiques et sociaux de l'Europe. Elle œuvre essentiellement sur la citoyenneté européenne participative. Elle organise des conférences régulièrement. Actuellement, elle agit pour inciter à la participation citoyenne aux **futures élections européennes en France**, qui se dérouleront le **dimanche 26 mai 2019**, afin d'élire les **79 députés européens représentant la France au Parlement européen**. Elle intervient actuellement dans les établissements pénitentiaires pour aider à l'organisation des élections. La Maison de l'Europe, intermédiaire entre les citoyens et l'Union européenne au niveau local, dispose d'un Centre d'information Europe Direct (CIED), comme il en existe 500 dans l'Union européenne et 50 en France, labellisés par la Commission européenne, qui s'adressent à tous, fournissant des structures actives dans le domaine de l'information grand public (collectivités territoriales, associations...). Ces centres fournissent, de 9h à 18h, un service téléphonique d'information gratuit dans toute l'Europe, dans toutes les langues officielles de l'Union européennes au **00 800 67 89 10 11**. La Maison cautionne aussi, une application mobile pédagogique et ludique sur l'Union européenne : "**Pop'Europe**". qui permet, depuis les smartphones et tablettes, de perfectionner ses connaissances, tout en s'amusant. Cette « appli » propose des notions essentielles sur l'Europe, ses institutions, son histoire, mais aussi la culture et la géographie de ses pays avec plus de 500 questions-réponses, certaines faciles d'autres plus techniques et institutionnelles. Disponible gratuitement sur l'App Store et Google Play, «Pop Europe» a été éditée par la Maison de l'Europe de Paris avec un cofinancement du dispositif Europe de la Région Île-de-France.

Pour connaître les conférences de la Maison de l'Europe de Paris visitez le site : <http://www.paris-europe.eu/>

Intervention de Monsieur **Alain LAMASSOURE** : Comme introduction, le ministre rappelle le choix qu'il fit d'abandonner son mandat local pour se consacrer exclusivement à son mandat de député européen, à une époque où la loi ne l'obligeait pas à le faire pas (contrairement à la situation présente). Ce choix fut fait car toutes les décisions importantes pour l'avenir de notre pays se prennent désormais à Bruxelles ; cependant, cela ne signifie pas que ce n'est pas le Président français qui prend les décisions importantes avec son gouvernement, à Paris, mais plutôt que les décisions se prennent avec les partenaires européens de façon collégiale.

Le ministre insiste sur trois idées fortes à prendre en compte avant tout débat sur l'Europe :

1/ Ce que nous appelons l'Europe est un projet politique qui n'est pas achevé. Il a commencé il y a 60 ans mais il exigera encore quelques décennies. L'une des problématiques qui se sont posées au lendemain de la guerre est de définir comment réussir à inventer un système à l'échelle européenne pour rendre la guerre désormais impossible entre l'Allemagne et la France. Cette construction passera par l'incitation de nous pousser à travailler ensemble et à apprendre à bâtir ensemble. La confiance remplace la méfiance, le goût d'aller plus loin ensemble pour parvenir à une union politique de l'Europe. L'idée est de lancer une démarche, avant tout ; et la démarche a formidablement marché. Ce projet est cependant inachevé, l'ambition étant d'inventer un système politique sans précédent qui combine l'unité et la diversité. Aujourd'hui, le débat se situe entre les fédéralistes et les souverainistes. Sauf qu'à ce jour, nous avons besoin des deux, nous avons besoin de l'unité et de la diversité pour faire face à la nouvelle

configuration du monde et aux tensions géopolitiques. De plus, il faut intégrer dans la démarche l'un des enjeux majeurs du XXIème siècle : le partenariat avec l'Afrique.

2/ La deuxième idée forte est moins intuitive. Il faut cesser de faire référence à l'Europe comme une entité exogène, nommée "Bruxelles" : lorsqu'une décision est prise, c'est que nous, en tant que Français, nous l'avons décidé ainsi. L'Europe est devenue un bouc émissaire. La faute de l'Europe, de Bruxelles... Ce n'est pas vrai ! Car avant tout, si l'on doit faire une critique, on doit la faire à nous-mêmes - et particulièrement en France. En effet, depuis que la France fait partie de l'Union européenne, elle n'a jamais perdu un seul vote à Bruxelles. Toutes les décisions ont été prises avec l'accord du Président français, voire sur proposition des représentants français.

3/ Également une idée moins intuitive : les problèmes majeurs que nous rencontrons, nous Européens, sont moins liés à nos échecs qu'à nos réussites. Deux réussites sont historiques. La plus forte, celle du rêve des pères fondateurs : la réconciliation entre nos peuples, afin d'apporter la paix au sein de l'Europe. Car à force de faire travailler ensemble nos élites et nos étudiants, nous avons transformé nos relations : par une avancée extraordinaire en deux générations, nous sommes passés d'une éternelle rivalité et de situations de guerre à une situation stable et pacifique. La deuxième réussite est que les frontières n'existent plus, et nous ne les rétablirons plus jamais ! Car les discours qui disent le contraire ne mentionnent pas que ce rétablissement serait irréalisable sur le terrain. La preuve est que plusieurs contre-expériences ont été lancées, mais elles n'ont jamais été concluantes. La meilleure façon de protéger les frontières de la France et de nous concentrer notre protection commune avec nos voisins de façon globale - c'est-à-dire au niveau de la Méditerranée, de la Sicile, en mer Égée, entre la Bulgarie et la Turquie, entre la Finlande et la Russie...- passe par la création de gardes-côtes et de gardes-frontières européens. Nous sommes en train de le faire. Pour approfondir cette perspective, nous avons besoin d'une politique étrangère commune pour parler d'une seule voix sur la scène mondiale et répondre de façon efficiente, dans le sens de nos valeurs, aux enjeux géopolitiques de demain.

*Intervention de Monsieur **Claude WARNET*** : Notre intervenant, qui a participé aux travaux préparatoires du passage à l'euro, nous fait part de quelques remarques préliminaires en nous précisant qu'au moment de la création de l'Euro l'Allemagne et la France rentraient difficilement dans les critères de MAASTRICHT, qu'aujourd'hui, les revendications des gilets jaunes ne parlent jamais de l'euro. Est-ce un oubli ou une victoire ? Il est difficile d'y répondre mais cela dénote qu'il semble entré dans les mentalités de la population.

Il articule son exposé autour de deux idées :

1- Faut-il renoncer à l'euro comme certains nous y invitent ? La création de l'Euro est inédite, sans précédent dans l'histoire. Il fait partie aujourd'hui du paysage européen. Il serait totalement déraisonnable d'y renoncer. Il n'a peut-être pas bénéficié pleinement des soutiens du leadership politique. Mais il est devenu un sujet majeur du débat dans les campagnes électorales.

2- L'euro ne nous a peut-être pas apporté tous les effets positifs et objectifs escomptés notamment au plan français. Mais l'euro en est-il responsable ? Ses créateurs recherchaient des avantages techniques : faciliter les échanges commerciaux, les investissements, mettre les économies européennes à l'abri des évolutions erratiques des taux de change qui entraînent des risques économiques.

Ils voulaient aussi un système financier intégré qui permette aux excédents d'épargne de financer les forts besoins d'épargne des pays européens qui en manquaient. Ils souhaitaient doter l'Europe d'une monnaie internationale de réserve et de change qui lui permette de régler notamment sa facture pétrolière qui est payée en dollars sans trop de fluctuations. En effet, l'Europe dépend pour la moitié de son énergie de ses importations en pétrole. Enfin, financer avec des taux bas les investissements nécessaires à la croissance de l'économie européenne.

Ces avantages techniques ont été en grande partie atteints et de façon trop méconnue dans l'opinion. L'Europe a tiré des bénéfices notamment en termes de croissance économique, de taux bas permettant de financer ses investissements. L'Euro est devenu la deuxième monnaie utilisée dans le monde. Il a permis une convergence des économies, des biens et une production de pouvoir d'achat pour les populations. Lors de la crise des années 2010, l'Europe a su trouver des solutions collectives avec la création du Mécanisme européen de Stabilité (MES).

Alors, pourquoi jeter le bébé avec l'eau du bain ?

Selon notre intervenant, sortir de la monnaie unique en revenant à des solutions nationales n'est pas la bonne réponse, nos économies sont trop interdépendantes et s'interpénètrent. Toute relance keynésienne n'est pas bonne car elle se traduit immédiatement par un recours accru à des importations, aggravant encore davantage le déficit commercial.

D'un point de vue pratique, enfin, il serait impossible de revenir en une nuit de l'euro à une monnaie nationale sans perturber tous les équilibres vitaux de notre économie, car dans une économie moderne tous les paramètres se tiennent et il est impossible d'en changer un sans produire des effets sur tous les autres.

Il faut peut-être corriger certains excès comme ne plus faire de la BCE, le 1er élément institutionnel de l'Europe. Même si la BCE qui a un statut indépendant et qui est une sorte d'autorité de sécurité monétaire européenne a pleinement joué son rôle dans ces 20 dernières années.

Sans avoir une vision angélique de l'euro, même s'il n'a pas obtenu tous les résultats escomptés, il a permis une grande stabilité monétaire notamment par rapport au dollar ce qui a évité, aux économies européennes, des risques de fluctuations des taux de change. A sa création, le 4 janvier 1999, il fallait 1,18 dollar pour un euro, le 1 février 2019 il faut 1,13 dollar pour un euro.

Les échanges commerciaux de la zone euro n'ont, peut-être, pas connu une accélération aussi grande que les autres échanges mondiaux. La BCE en se livrant à une politique de quantitative easing active a permis d'injecter, par une émission monétaire importante, des liquidités dans l'économie européenne comme l'a fait la Federal Reserve aux USA pour lutter contre les risques de déflation qui menaçaient l'économie de la zone. Mais fin 2017, la BCE a dû infléchir sa politique monétaire car elle a entraîné d'une certaine surchauffe économique notamment dans un certain nombre de pays d'Europe du Sud ce qui a contribué à la création de importantes.

Il reste à utiliser l'euro dans toutes ses potentialités de façon pragmatique : finaliser l'Europe bancaire, harmoniser nos marchés de capitaux et rendre plus cohérentes nos politiques économiques. A titre d'exemple, pour montrer l'importance de l'euro et son évolution, la société Airbus a le même âge que l'euro, et il a fallu 20 ans pour voir cette société atteindre le seuil de 30% de son chiffre d'affaires réalisé en Euros. Les dirigeants de l'Airbus ont déclaré récemment que cette société avait pleinement bénéficié de l'euro dans son essor de la croissance.

Le principe de subsidiarité qui régit l'Europe est peut-être un obstacle au prolongement de certaines politiques actuelles. La politique budgétaire est extrêmement compliquée car le budget de l'Europe dépend de la subsidiarité et l'on n'a pas encore trouvé le bon curseur pour trouver un niveau de solidarité acceptable et partagé entre les contribuables européens. Le budget européen est resté complémentaire des budgets nationaux. Le budget européen est modeste et ne représente qu'1% des budgets nationaux.

Enfin, il faut réfléchir entre l'articulation de la politique de l'euro et les autres politiques européennes mais on peut s'interroger si elles ne sont pas d'une autre nature, peut-être et y compris la politique budgétaire en raison du principe de subsidiarité. C'est clair pour ce qui concerne la politique de défense.

En conclusion :

Pour faire suite à ces présentations et aux débats, afin de décider de son avenir de citoyen européen, **votez aux futures élections européennes en France, qui se dérouleront le dimanche 26 mai 2019, afin d'élire les 79 députés européens représentant la France au Parlement européen.**